

**Lutte contre le terrorisme - G5  
Sahel - Réponse de M. Jean-Yves le  
Drian, ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, à une question à  
l'Assemblée nationale**  
(Paris, 05 juillet 2017)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés

Monsieur le Député, vous l'avez rappelé, se sont réunis à Bamako les chefs d'État du G5 Sahel c'est-à-dire la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso. Ils ont pris la décision de mettre en oeuvre une force militaire dite force militaire conjointe.

C'est une bonne nouvelle. C'est la prise en main par les Africains eux-mêmes de leur propre sécurité. Cette force conjointe, forte de 5.000 hommes, aura un état-major unique. Elle sera soutenue par la France puisque le président de la République, qui était l'invité d'honneur de cette rencontre, l'a marqué.

Elle sera soutenue par les Nations unies puisqu'à la demande de la France une résolution du conseil de sécurité - la résolution 2359 - a été adoptée. Elle légitime cette action et offre la perspective d'une conférence des donateurs, qui se réunira au mois de septembre pour accompagner financièrement et techniquement cette manoeuvre.

Cette force conjointe aura aussi le soutien de l'Union européenne, qui a déjà décidé le versement de 50 millions d'euros dans la cadre de ce que l'on appelle les facilités africaines de paix.

Cette réunion de Bamako a aussi permis d'une part, de réaffirmer la nécessité de mettre en oeuvre très concrètement ce que l'on appelle les accords d'Alger. Conclut il y a deux ans, ils patinent sérieusement aujourd'hui et ils sont pourtant indispensables au processus de paix. D'autre part, cette orientation a été prise aussi par la commande du président de la République de mettre en oeuvre une action de solidarité et de développement dans le cadre de ce que le président Macron a appelé l'alliance pour le Sahel, qui va permettre un véritable co-développement du secteur.

Vous le voyez, il y a une réponse à la fois politique, sécuritaire et économique./.